

maintenant à se défilier, à échapper aux conséquences de ses actes?

M. Garland: C'est que les élections sont finies.

L'hon. M. Pearson: C'est exact, les élections sont finies, ce qui est peut-être l'explication de ce qui se passe. Mais il se peut aussi que le gouvernement ait fini par apprendre certaines vérités au sujet d'une politique économique internationale.

Il est un autre aspect des relations commerciales entre le Canada et le Royaume-Uni dont j'aimerais faire mention. Je songe ici à la proposition faite par le Chancelier de l'Échiquier au gouvernement, l'été dernier, proposition aux termes de laquelle aurait été conclu un accord prévoyant la liberté du commerce. Pour ce qui est de ce point, nous avons nous-mêmes déclaré quel était notre sentiment, plus d'une fois, tant avant que pendant les élections et plus tard. Le parti libéral a adopté une attitude bien définie à cet égard.

L'hon. M. Green: L'attitude que personne n'a pu déterminer. Quelle est-elle?

L'hon. M. Pearson: Voici: nous estimons que cette proposition aurait dû être accueillie immédiatement avec sympathie et examinée à fond par le gouvernement, c'est-à-dire par les plus hautes personnalités gouvernementales. Il est clair que c'est ce qui aurait dû se produire si on songe que le gouvernement venait d'exprimer son intention de détourner \$620 millions d'achats des États-Unis vers le Royaume-Uni.

L'hon. M. Green: Êtes-vous pour ou contre?

L'hon. M. Churchill: Voyez l'honorable député passer à un autre sujet.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je suis bien aise d'en parler. Nous avons déjà déclaré que, sitôt cette offre reçue, nous aurions répondu à la demande du Royaume-Uni qui tendait à organiser une réunion politique à l'échelon suprême pour que cette ligne de conduite fasse aussitôt l'objet d'une étude minutieuse et sympathique. Eh bien, qu'ont fait mes honorables amis?

L'hon. M. Fleming: Que dire de votre attitude?

L'hon. M. Pearson: Ils n'en ont même pas parlé. Il y a eu un silence embarrassé de la part d'un gouvernement qui, surtout récemment, n'a pourtant pas gardé le silence à propos de bien d'autres questions. Je n'ai pu trouver nulle part aucune observation d'un représentant du gouvernement à propos de cette offre. Il convient peut-être de rappeler que le président du Board of Trade a

[L'hon. M. Pearson.]

dit il y a quelques semaines à Montréal, avant de partir pour le Venezuela, je crois, que cette offre serait renouvelée à la conférence du Commonwealth, prévue pour bientôt.

Je demande de nouveau au premier ministre de nous dire quelle sera l'attitude du gouvernement à l'égard de cette offre qui a été renouvelée ces dernières semaines. J'ai déjà dit que notre parti se préoccupe depuis de nombreuses années d'étendre notre commerce avec la Grande-Bretagne mais qu'il s'est préoccupé encore d'avantage d'étendre...

L'hon. M. Green: Le commerce avec les États-Unis.

L'hon. M. Pearson: ...le commerce international sur la base plurilatérale la plus large possible en vue d'encourager les échanges les plus libres possible de denrées et de services, de faire disparaître les contingents, les régies et les restrictions et de revenir à la convertibilité entre le dollar et la livre. C'est avec une certaine inquiétude que les Canadiens doivent se rendre compte maintenant que des tendances restrictives se sont manifestées de nouveau dans le domaine du commerce international. C'est vrai non seulement aux États-Unis mais aussi en Europe, en dépit du mouvement qui s'y dessine vers un marché commun et une zone de commerce libre. Les Canadiens ont certes raison de s'inquiéter.

Rien n'est plus important pour le Canada et pour la réalisation de sa grande destinée que la lutte contre ces tendances restrictives ici et à l'étranger en vue d'établir le régime de commerce et de paiements le plus étendu et le plus libre possible non seulement sur une base bilatérale mais sur une échelle beaucoup plus étendue, notamment sur une base atlantique. On dira peut-être que j'exagère, que ce sont là des perspectives irréalisables mais, à mon avis, la mise en œuvre de ce programme devient de plus en plus nécessaire pour des motifs tant politiques qu'économiques. La communauté atlantique, l'association atlantique devra réaliser une unité économique et politique plus étroite, sans quoi elle se démembrera en unités nationales distinctes et concurrentes ou peut-être même en deux groupes, ce qui ne pourrait que nuire au monde libre.

Le monde est trop petit et la situation trop précaire pour qu'on puisse se permettre ce recul, en face surtout d'une offensive soviétique montante qui est tout aussi économique que politique, si vraiment l'on fait une distinction entre les deux. Dans cette offensive, la Russie soviétique a l'avantage d'une direction centrale et d'une politique étrangère économique cohérente, agressive, unifiée, qui porte moins sur des considérations financières